



PRÉFET DE LA HAUTE-VIENNE

Limoges, le 28 OCT. 2014

**Autorité environnementale**  
Préfet de département

**Avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement  
sur le projet de réglementation des boisements de la commune de Saint Laurent les Églises**

au titre des articles L.122-7 et suivants, et R.122-17 et suivants du code de l'environnement  
(évaluation environnementale)

## **1. ELEMENTS DE CONTEXTE ET PRESENTATION DU PROJET**

### **1.1 Réglementation des boisements**

La réglementation des boisements instituée par l'article L126-1 du code rural et de la pêche maritime a pour objectif d'assurer « *une meilleure répartition des terres entre la production agricole, la forêt, et les espaces de nature et de loisirs et les espaces habités tout en préservant les milieux naturels et les paysages remarquables* ».

Concrètement, cette réglementation consiste à définir des secteurs où le boisement est soit:

- **libre** : il s'agit de zones à vocation forestière, les semis et les plantations y sont libres. Les massifs de plus de 4 ha y sont systématiquement intégrés,
- **interdit** : il s'agit de zones à vocation agricole, les semis et les plantations d'essences forestières y sont interdits,
- **réglementé** : il s'agit de zones à vocation « incertaine », les semis et les plantations y sont soumis à autorisation préalable (de la part des services du Conseil Général). Les massifs de moins de 4 ha y sont systématiquement intégrés. Les distances de plantation notamment par rapport aux limites de parcelles, aux cours d'eau et aux habitats sont réglementées.

La réglementation des boisements se traduit pour chaque commune par un règlement simple et un plan de zonage associé.

### **1.2 Caractéristiques du territoire communal**

Saint Laurent les Églises est une commune rurale bocagère située au Nord-Est de Limoges où vivent environ 850 habitants. Le taux de boisement de la commune est de 32 %, soit une surface cadastrée en 2012 de 863 ha (les massifs les plus importants étant localisés au Sud de la commune le long de la vallée du Thaurion et au Nord aux abords des Monts d'Ambazac). Le reste du territoire communal comporte des zones agricoles (prairies, cultures) exploitées essentiellement pour l'élevage bovin et ovin, et des zones d'habitats dispersées (bourg, hameaux).

Le Thaurion, qui marque la limite Sud du territoire communal, appartient au réseau Natura 2000 (site FR7401146- Vallée du Thaurion et affluents). Cette vallée est également identifiée en tant que ZNIEFF<sup>1</sup> de type II, et appartient au site emblématique des « Monts de Saint Goussaud et Châtelus le Marcheix ».

La présence de deux autres ZNIEFF sur la commune est également à souligner :

- ZNIEFF de type I Bois et caves du Château de Valmate
- ZNIEFF de type II Monts d'Ambazac et vallée de la Couze

Plusieurs ruisseaux sont également présents sur la commune, : Ruisseaux de la Gane, de Coussac, et de la Jonchère (en limite Est).

### **1.3 Proposition de zonage**

La présente réglementation des boisements définit les règles de plantation, de replantation ou de semis d'essences forestières sur le territoire de la commune, en dehors des parcelles bâties. La proposition de zonage se répartit de la manière suivante :

- Zone de boisement interdit : 1 522 hectares, soit 57 % du territoire communal ;
- Zone de boisement réglementé : 103 hectares (terrains nus) et 67 hectares (bois < 4 ha), soit respectivement 3,9 % et 2,5 % du territoire communal ;
- Zone de boisement libre : 976 hectares, soit 36,6 % du territoire communal.

## **2. CADRE JURIDIQUE**

Depuis le 1er janvier 2013, le décret n°2012-616 du 2 mai 2012, pris en application des articles 232 et 233 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement est entré en vigueur ; il définit l'ensemble de la procédure d'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement et précise entre autres le contenu du rapport environnemental au travers de l'article R122-20 du code de l'environnement. L'objectif principal de cette évaluation environnementale, conduite sous la responsabilité du maître d'ouvrage, est de garantir la bonne prise en compte de l'environnement dans le cadre de l'élaboration du plan. Elle est retranscrite dans le rapport environnemental.

Conformément à l'article R122-17 du code de l'environnement (rubrique 34), les dossiers de réglementation des boisements sont soumis à la procédure d'évaluation environnementale et font l'objet d'un avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, en l'occurrence le Préfet de département pour ce type de document. Cet avis porte à la fois sur la qualité de l'évaluation environnementale et sur la manière dont l'environnement est pris en compte dans le plan.

Le Préfet de la Haute-Vienne a été saisi le 29 juillet 2014. Il dispose d'un délai de 3 mois à compter de cette date pour rendre son avis, soit avant le 29 octobre 2014. Cet avis, dit « de l'autorité environnementale », est un avis simple. Il devra être porté à la connaissance du public et être joint au dossier d'enquête publique. Conformément à l'article R122-18 du code de l'environnement, l'avis de l'agence régionale de santé (ARS) a été recueilli le 26 août 2014.

---

<sup>1</sup> ZNIEFF : zone naturelle d'intérêts écologique, faunistique et floristique

### **3. ANALYSE DE LA QUALITE DU RAPPORT ENVIRONNEMENTAL, DU CARACTERE APPROPRIE DES INFORMATIONS PRESENTEES, ET ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT PAR LE PROJET**

#### **3.1 Qualité du dossier et des informations transmises**

##### **Sur la forme**

Conformément à l'article R122-20 du code de l'environnement, le contenu du rapport environnemental transmis à l'autorité environnementale, doit être proportionné à l'importance du plan, aux effets de sa mise en œuvre et aux enjeux du territoire concerné. Les principaux attendus réglementaires de l'article R122-20, sont évoqués dans le rapport. Des compléments auraient toutefois été utiles sur certains aspects :

- sur la justification des choix de zonage (cf. 3.2 ci-dessous), en particulier ceux permettant d'éviter ou de réduire les effets du plan sur l'environnement,
- en complément des éléments généraux du II et du III du rapport, sur l'articulation du document avec les autres documents opposables sur la commune, notamment l'articulation de la présente réglementation avec le SCoT de l'agglomération de Limoges, qui couvre la commune, il aurait été intéressant de détailler dans quelle mesure le zonage proposé tient compte des orientations et prescriptions évoquées en pages 26-27,
- sur l'analyse des effets du plan sur les différentes composantes environnementales (cf. 3.3 ci-dessous),
- sur la proposition d'indicateurs (par exemple, le suivi des surfaces plantées et des surfaces défrichées permettrait d'appréhender la dynamique de boisement de la commune et de suivre les impacts positifs et négatifs de la mise en œuvre de la réglementation).

Par ailleurs, des éléments relatifs à la « *politique départementale de réglementation des boisements* » (cf. annexe 1) mériteraient d'être intégrés au rapport environnemental afin d'en retranscrire le contenu, notamment les obligations qui en découlent : distances de plantations, plantations exemptées, zonage proposé...

##### **Sur le fond**

Les éléments transmis à l'autorité environnementale sont très synthétiques mais permettent d'appréhender les grandes caractéristiques du territoire communal et d'en dégager les principaux enjeux, qui par ailleurs sont repris dans un tableau récapitulatif en page 28. Certaines thématiques comme les continuités écologiques, le paysage et le cadre de vie, ou encore l'habitat mériteraient toutefois d'être approfondies, dans la mesure où il s'agit de composantes pour lesquelles le zonage proposé peut avoir des répercussions (modification de la trame verte, fermeture du paysage, modification des points de vue...). Sur ces aspects l'analyse de l'état initial du territoire communal gagnerait à identifier et à localiser, entre autres, les principales sensibilités paysagères, les principales continuités écologiques et leurs articulations avec les territoires limitrophes.

En tout état de cause, les principaux enjeux identifiés pour le territoire de Saint Laurent les Églises, concernent : la présence de sites environnementaux sensibles (site Natura 2000, ZNIEFF, site emblématiques), la présence de plusieurs ruisseaux, la qualité paysagère de la commune, le maintien des surfaces agricoles dédiées principalement aux activités d'élevage.

##### **Méthodologie**

La partie II du rapport environnemental fait état d'un travail de terrain qui a été réalisé sur la commune. Dans la mesure où il s'agit d'un travail indispensable au recensement et à l'appropriation des caractéristiques du territoire local, des précisions (date, durée, parcours emprunté...) et la retranscription des résultats de ces investigations, bénéficieraient à la qualité de l'évaluation environnementale.

#### **3.2 Explication et justification des choix opérés**

Le rapport environnemental joint au dossier doit permettre aux lecteurs de comprendre la manière dont le document a été élaboré, comment les choix ont été opérés, et dans quelle mesure les différentes composantes environnementales ont été intégrées et prises en compte. Certains grands principes, comme la volonté d'avoir une répartition équilibrée des zones forestières et des zones agricoles tout en préservant la qualité du cadre de vie des habitants ressortent à la lecture du rapport.

En complément, concernant le classement des parcelles, des éléments de justification plus précis sur les choix opérés auraient été pertinents, notamment pour les zones réglementées. En effet, l'étude du rapport et des différents éléments graphiques transmis, permet de constater que certaines parcelles non-boisées sont classées en zone réglementée (et pouvant donc potentiellement être boisées) alors qu'elles concernent des surfaces agricoles, voire des zones humides le long de ruisseaux. Des précisions sur les critères de classement pourraient être apportées.

Il aurait été également intéressant d'intégrer au rapport environnemental des données chiffrées relatives à la précédente réglementation des boisements de la commune afin de pouvoir appréhender les évolutions engendrées par le nouveau document. De la même façon, la répartition des différentes zones pourrait être précisée, par exemple, au travers de tableaux récapitulatifs, indiquant quels pourcentages des parcelles agricoles sont classés en zone interdite, réglementée, ou libre ; quels pourcentages des parcelles boisées sont classés en zone réglementée ou libre...

### **3.3 Prise en compte de l'environnement**

#### **Natura 2000**

Conformément à l'article R122-20 du code de l'environnement, l'évaluation des incidences du document sur le réseau Natura 2000 doit être réalisée. Cette analyse n'est pas jointe au dossier, cependant, il est indiqué en page 30 que le projet de réglementation de boisement intègre des éléments du Docob<sup>2</sup> relatif au site Natura 2000 de la Vallée du Thaurion ; cet aspect mériterait d'être davantage détaillé. En effet, une attention particulière semble avoir été accordée à la présence de ce site Natura 2000, mais le rapport environnemental gagnerait à expliciter en quoi la présente réglementation tient compte des aménités environnementales du site et des éléments du Docob.

#### **Paysage – cadre de vie**

Les enjeux, en matière de paysage, que semble soulever le projet de réglementation des boisements sur le territoire de la commune de Saint Laurent les Églises sont le maintien du caractère ouvert de certains paysages et des « vallées » de certains ruisseaux. Ces aspects sont partiellement traités dans le dossier : le caractère ouvert du ruisseau de la Ganne qui crée une « faille » d'ouverture dans le paysage forestier au Nord du Bois des Îles, ou encore le caractère ouvert du ruisseau de la Jonchère au Nord de la commune, sont potentiellement remis en cause par la présence de secteurs réglementés. Des précisions sur les raisons qui ont conduit à ne pas classer ces secteurs en « zones interdites au boisement » pourraient être apportées.

#### **Eau – zones humides**

Situées à l'interface des milieux terrestres et des milieux aquatiques, les zones humides, composantes majeures du paysage limousin, constituent un patrimoine naturel d'exception, caractérisé par une grande diversité biologique, et jouent un rôle essentiel pour la ressource en eau. Les possibilités de boisements éventuels (offertes par le classement en « zone réglementée ») de certaines parcelles situées en bordure de cours d'eau, mériteraient d'être détaillées ; là encore, des précisions sur les raisons qui ont conduit à ne pas classer ces secteurs en « zones interdites au boisement » pourraient être apportées.

#### **Agriculture**

Par le classement en zone de boisement réglementé, la présente réglementation offre la possibilité de boiser un certain nombre de parcelles identifiées en tant que secteur agricole sur la carte d'occupation du sol (par exemple, c'est le cas aux abords du hameau de Bussin, ou au Sud du lieu-dit le Mas). Le changement potentiel d'occupation du sol sur ces secteurs mérite d'être détaillé. Des précisions sur les raisons qui ont conduit à ne pas classer ces secteurs en « zones interdites au boisement », comme la plupart des zones agricoles, pourraient être apportées.

#### **Continuités écologiques**

En complément des éléments généraux présentés en page 18 sur le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE)<sup>3</sup>, le rapport gagnerait à expliciter dans quelle mesure le zonage proposé prend en compte les notions de trames verte et bleue évoquées, ainsi que l'articulation des continuités écologiques avec les territoires voisins.

#### **Captages d'eau potable**

Des captages sont recensés sur la commune. Dans son avis, l'ARS indique que ces captages ne sont plus utilisés pour la consommation humaine.

**D'une manière générale, au-delà de l'occupation du sol, une carte représentant les principaux enjeux du territoire pourrait venir conclure l'état initial et, en superposition avec la proposition de zonage, pourrait être le support de la justification des choix du zonage. Ceci permettrait au lecteur d'appréhender de manière synthétique et précise la façon dont les sensibilités environnementales du secteur ont été prises en considération.**

---

2 Pour chaque site Natura 2000, le Docob (document d'objectifs) définit les mesures de gestion à mettre en œuvre. C'est à la fois un document de diagnostic et un document d'orientation pour la gestion des sites.

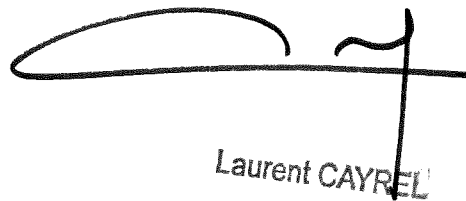
3 Le SRCE est en cours d'élaboration au niveau régional.

#### 4 . CONCLUSION DE L'AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

La démarche d'évaluation environnementale dans le cadre des procédures de réglementation des boisements est une démarche itérative récente. Le rapport environnemental joint au dossier fait apparaître une bonne « *répartition des terres entre la production agricole, la forêt, et les espaces de nature et de loisirs et les espaces habités tout en préservant les milieux naturels et les paysages remarquables* » tel que prévu à l'article L126-1 du code rural et de la pêche maritime. Localement, le classement en zone réglementée de certains secteurs aux sensibilités environnementales avérées (d'un point de vue paysager, écologique, hydrographique...) est explicité.

Les boisements sur ces secteurs sont soumis à autorisation préalable de la part des services du Conseil Général et une attention particulière sera donc apportée sur ces secteurs à enjeux.

Le Préfet



Laurent CAYREL